

Communiqué de presse

***Epidémie CoViD 19  
Confinement mais pas pour les travailleuses et travailleurs***

Depuis plus de 3 semaines, le Président de la République et son gouvernement, à grand coup de campagne médiatique, exhortent à la population à rester chez elle. Cette stratégie de confinement est en effet la seule façon d'endiguer l'épidémie de manière efficace et durable.

Aujourd'hui, alors que le pic de l'épidémie n'a pas été atteint, le gouvernement n'a pas de mots assez durs contre celles et ceux qui sortent faire un petit tour dans la rue, qui n'appliquent pas assez strictement ce confinement. Pourtant, il semble que pour le gouvernement, les entreprises ne soient pas soumises aux mêmes règles que l'ensemble de la population.

En effet, nous ne pouvons que constater, jour après jour, qu'un nombre croissant d'entreprises envisagent de relancer leur activité. Ce sont des secteurs entiers, aujourd'hui, qui reprennent alors que l'épidémie continue de faire des ravages, contaminant et tuant chaque jour un peu plus de personnes.

La CGT le revendique depuis le début de cette crise, il faut arrêter tous les secteurs d'activité non essentiels à la vie de la nation. Quelle utilité d'ouvrir les magasins de bricolage, de sport, ou de reprendre des chantiers ? A-t-on besoin en ce moment de fabriquer des satellites, des produits de parapharmacie, ou de rouvrir des chantiers de construction d'immeuble ?

Plus de salarié.es dans les usines, dans les entreprises ou sur les chantiers, c'est plus de circulation, c'est plus de monde dans les transports en commun, c'est plus de salarié.es pour le nettoyage, la sécurité ... c'est donc d'autant plus de risques de contamination au travail mais aussi dans les déplacements.

Par ailleurs, alors que les personnels dans les hôpitaux, dans les EHPADS ou encore dans les commerces manquent de protections, les salarié.es qui reprennent le travail utiliseront de fait des protections de celles et ceux qui contribuent à une activité essentielle dans la période.

L'État porte une responsabilité dans la gestion de cette crise, et l'État prend le risque d'une recrudescence des contaminations liées à la reprise de pans entiers de l'activité pour des raisons purement économiques au profit notamment de grands groupes multinationaux inquiets pour leurs résultats financiers.

L'Union Départementale CGT 06 demande l'arrêt des activités économiques non essentielles, se tient disponible pour définir paritairement une liste de ces activités. Nous ne laisserons pas, sans réagir, envoyer des salarié.es se faire contaminer pour engranger les actionnaires. Nous envisagerons tous les moyens à notre disposition, y compris, comme l'a fait la Fédération CGT du Commerce, une ou des plaintes pour la mise en danger de la vie d'autrui.

Nice le 10 Avril 2020